

**Convention collective départementale**

IDCC : 2033. – **BÂTIMENT**  
**Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**  
**(ISÈRE)**  
**(17 septembre 1998)**

(Etendue par arrêté du 26 janvier 1999,  
*Journal officiel* du 6 février 1999)

---

**ACCORD DU 19 DÉCEMBRE 2007**  
**RELATIF AUX INDEMNITÉS DE REPAS DE NUIT**  
**ET DE PETITS DÉPLACEMENTS AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2008**

NOR : *ASET0850277M*

IDCC : *2033*

---

Entre :

La fédération du bâtiment et des travaux publics du département de l'Isère  
(FBTP 38) ;

La fédération des artisans et des petites entreprises du bâtiment de l'Isère  
(CAPEB 38),

D'une part, et

Le syndicat construction et bois de l'Isère CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Indemnité de repas de nuit*

L'indemnité de repas de nuit, prévue à l'article 2.1.1 de la convention collective des ouvriers du bâtiment de l'Isère du 17 septembre 1998, est portée à 10,67 €.

## Article 2

Indemnités de petits déplacements prévues par l'article 2.4.1 de la convention collective des ouvriers du bâtiment de l'Isère du 1<sup>er</sup> septembre 1998 :

L'indemnité de repas est portée à 8,91 €.

L'indemnité de frais de transport est fixée comme suit :

- zone 1A (0 à 5 km) : 0,91 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 2,76 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 5,41 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 8,85 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 12,26 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 15,45 €.

L'indemnité de trajet est fixée comme suit :

- zone 1A (0 à 5 km) : 0,55 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 1,62 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 3,15 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 4,86 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 6,57 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 8,21 €.

## Article 3

### *Force obligatoire du présent protocole*

Les conventions ou accords d'entreprise ou d'établissement ne peuvent comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent protocole d'accord, sauf dispositions plus favorables.

## Article 4

### *Dépôt de l'accord*

Le présent accord sera déposé auprès de la direction générale du travail de Paris, conformément aux dispositions des articles L. 132-10 et R.132-1 du code du travail.

Un exemplaire sera transmis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Grenoble.

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Grenoble, le 19 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)